



La judiciarisation antidémocratique de la politique

Par [Emir Sader](#)

Mondialisation.ca, 17 juillet 2017

[ALAI](#) 22 juin 2017

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Outre les accusations portées à l'encontre des grands dirigeants populaires latino-américains tels que Lula et Cristina Kirchner, supposés être compromis dans des cas de corruption, d'autres accusations, également significatives, cherchent à criminaliser les actions gouvernementales afin d'ancrer dans les esprits l'idée que tous les dirigeants politiques sont corrompus.

Dans le cas de Cristina Kirchner, on essaie de transformer en affaire judiciaire la politique de taux de change mise en place par son gouvernement. Cette dernière peut être critiquée en tant que choix politique, mais en aucun cas devenir une affaire criminelle. Pour y arriver, les accusateurs tentent de faire croire que cette politique lui a fait bénéficier d'avantages financiers personnels, ainsi qu'à son ancien ministre de l'économie. Pour ce faire, il s'agit d'accumuler des soupçons, même sans fondements, pour créer un climat propice au rejet des dirigeants populaires dans le pays. L'objectif est d'écorner leur popularité et de les faire apparaître comme « mouillés » dans des actes irréguliers.

Le cas de Lula est assez semblable. Comme il a été impossible de prouver son implication dans une quelconque affaire de corruption et que sa popularité ne cesse d'augmenter, on essaie de le condamner, non pas avec des preuves, qu'on avoue ne pas détenir, mais avec des « convictions », comme si ces dernières pouvaient servir de fondement pour une condamnation judiciaire. On ajoute aux accusations contre Lula sa responsabilité dans certaines politiques mises en place par son gouvernement, notamment celle consistant à assurer une promotion nationale et internationale des intérêts des entreprises brésiliennes par le biais de financements publics.

Comme personne parmi ses opposants ne peut concevoir que Lula défendait alors les intérêts du pays, on cherche quel avantage il aurait pu tirer de ces politiques de promotion, par exemple un appartement, que Lula n'a jamais acheté, un terrain, qui ne lui appartient pas, n'importe quoi qui pourrait démontrer qu'il agissait en fonction de ses intérêts personnels (ce qui est d'ailleurs courant chez les dirigeants de droite).

Cette façon antidémocratique de prétendre exclure de la bataille électorale et de la vie politique des dirigeants populaires en privant les peuples de leur droit de décider de leur destin vient d'être confirmée en Colombie. L'ancien maire de Bogota, Gustavo Petro, candidat de la gauche aux élections présidentielles de ce pays, est au cœur d'un épouvantable procès qui cherche non seulement à l'éliminer du débat électoral, mais aussi à le ruiner personnellement, en lui imposant des amendes de plusieurs millions de dollars à cause de ses choix en matière de tarification des transports publics lorsqu'il était maire de la capitale [1].

On peut certainement discuter les politiques publiques de Gustavo Petro, comme on peut le faire aussi dans les cas de Lula et Cristina, mais on ne peut pas les criminaliser, encore moins lorsqu'elles ont clairement un caractère populaire et démocratique.

Outre les attaques dirigées contre ces personnalités, ce type d'opération puise dans le registre de la criminalisation des politiques à caractère public, de la judiciarisation des programmes de gouvernement et des attaques contre les actions des Etats, qui nuiraient aux intérêts du pays. Mais qui sont les accusateurs ? Qui leur a délégué une quelconque représentativité démocratique, normale dans un Etat de droit, pour tenter de disqualifier des gouvernements et des politiques choisies par le vote populaire, par la voie démocratique ?

Tout ceci est un nouveau chemin pour déstabiliser des gouvernements démocratiques. Dans les cas cités, Cristina, Lula et Gustavo Petro, les trois représentent des alternatives de gauche aux prochaines élections en Argentine, au Brésil et en Colombie, trois pays centraux dans la région. L'Argentine et le Brésil ont été au cœur des processus d'intégration régionaux qui ont tant déplu aux droites de nos pays et des Etats-Unis. En Colombie, l'alternative de droite est représentée soit par Vargas Lleras ou par le candidat soutenu par Alvaro Uribe. Petro est donné deuxième dans les sondages, et même à égalité à la première place.

La démocratie semble étouffer chaque fois un peu plus les partis de droite et les condamner à la défaite. Leurs politiques néolibérales heurtent non seulement les intérêts de la grande majorité de la population, mais aussi les intérêts même de la démocratie.

Le néolibéralisme attaque frontalement la démocratie et les intérêts de nos peuples. D'où la tentative, par des moyens nouveaux comme la judiciarisation de la politique, de déjouer la démocratie et la souveraineté populaire.

Emir Sader

Cet article a été publié le 22 juin 2017 sur Alai : <http://www.alainet.org/es/articulo/186354>

Traduction : Rosa Gutierrez

Emir Sader est sociologue et politiste, coordinateur du Laboratoire des politiques publiques de l'Université d'Etat de Rio de Janeiro (UERJ)

5 juillet 2017

<http://www.medelu.org/La-judiciarisation>

La source originale de cet article est [ALAI](#)

Copyright © [Emir Sader](#), [ALAI](#), 2017

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca